

Conventions de double imposition avec les États-Unis

Introduction

Un certain nombre de juridictions ont conclu des conventions de double imposition («CDI») avec les États-Unis. Les CDI permettent aux résidents desdites juridictions de bénéficier de taux d'imposition réduits sur les dividendes de source américaine. Pour pouvoir bénéficier de cette mesure, les demandeurs doivent satisfaire aux exigences des clauses anti-abus (Limitation on Benefits, «LOB») des CDI concernées. Pour bénéficier des avantages de la CDI, il est nécessaire de fournir au Credit Suisse le formulaire W-8BEN-E comportant, en partie III, une demande valide au titre de la convention fiscale. L'objectif de cette communication est de fournir des informations accessibles au public au sujet des demandes au titre de la CDI. Le Credit Suisse ne dispense pas de conseils fiscaux. Il est de la responsabilité des clients de définir leur situation fiscale ainsi que leur éligibilité aux avantages découlant de la CDI.

United States Tax Treaties

L'autorité fiscale américaine, l'Internal Revenue Service («l'IRS»), a publié toutes les conventions de double imposition et les textes y afférents, tels que les protocoles et les explications techniques, sur le lien suivant: <https://www.irs.gov/businesses/international-businesses/united-states-income-tax-treaties-a-to-z>

Treaty Table

Pour présenter une demande valide au titre de la CDI dans la partie III du formulaire W-8BEN-E, l'entité concernée devra sélectionner la catégorie de LOB qu'elle juge appropriée. L'IRS a publié un tableau qui énumère les catégories de LOB pouvant être utilisées dans le cadre de chaque CDI. Le tableau est disponible sur le lien suivant:

https://www.irs.gov/pub/irs-utl/Tax_Treaty_Table_4.pdf

Pour de plus amples informations sur les taux des conventions d'imposition sur les dividendes de source américaine, veuillez consulter le lien suivant (colonne 6): https://www.irs.gov/pub/irs-utl/Tax_Treaty_Table_1_2019_Feb.pdf

LOB categories explanation

L'IRS a inclus une description générale de chaque catégorie de LOB dans les instructions du formulaire W-8BEN-E, page 11, disponible sur le lien suivant: <https://www.irs.gov/pub/irs-pdf/iw8bene.pdf>

IRS guidance on LOB categories in Instructions for Form W-8BEN-E

Gouvernement

Ce critère est rempli si l'entité est l'État contractant, une circonscription politique ou une autorité locale.

Fondation de prévoyance ou fonds de pension exempté des impôts

Ce critère exige généralement que plus de la moitié des bénéficiaires ou participants du trust ou du fonds résident dans le pays de domicile du trust ou du fonds lui-même.

Autre organisation exonérée des impôts

Ce critère exige généralement que plus de la moitié des bénéficiaires, membres ou associés d'organisations religieuses, caritatives, scientifiques, artistiques, culturelles ou éducatives résident dans le pays de domicile de l'organisation.

Société de capitaux cotée en bourse

Selon ce critère, la catégorie principale des actions de la société de capitaux doit majoritairement faire l'objet de transactions régulières sur une bourse de valeurs reconnue dans son pays de domicile.

Filiale d'une société de capitaux cotée en bourse

En principe, ce critère exige qu'au moins 50% du total des droits de vote et de la valeur des actions de la société soient détenus, directement ou indirectement, par cinq sociétés de capitaux cotées en bourse ou moins, sous réserve que toutes les sociétés faisant partie de la structure actionnariale soient résidentes soit aux États-Unis, soit dans le même pays de domicile que la filiale. En outre, les sociétés détentrices doivent satisfaire elles-mêmes au critère de société de capitaux cotée en bourse.

Société qui répond aux exigences du «ownership and base erosion test»

Selon ce critère, plus de 50% du total des droits de vote et de la valeur des actions de la société doivent être détenus, directement ou indirectement, par des personnes physiques, des administrations publiques, des organismes exonérés d'impôts ou des sociétés de capitaux cotées en bourse qui résident également dans le même pays que la société.

En outre, toutes les sociétés de la structure actionnariale doivent résider dans le même pays de domicile, et moins de 50% du revenu brut de la société doit être dû ou payé, directement ou indirectement, à des personnes qui ne seraient pas des actionnaires éligibles au titre du «ownership test».

Société qui répond aux exigences du «derivative benefits test»

Ce critère est limité aux États membres de l'ACEUM, de l'UE et de l'EEE. Ce critère exige généralement que plus de 95% du total des droits de vote et de la valeur de toutes les actions de la société soient détenus, directement ou indirectement, par sept bénéficiaires ou moins. Les bénéficiaires doivent résider dans un État membre de l'UE, de l'EEE ou de l'ACEUM et peuvent prétendre à des bénéfices identiques en vertu de leur CDI avec les États-Unis. En outre, ce critère exige que moins de 50% du revenu brut de la société soit payé ou dû, directement ou indirectement, à des personnes qui n'auraient pas été des bénéficiaires équivalents.

Société dont un élément de revenu répond aux exigences du «active trade or business test»

En principe, ce critère exige que la société exerce une activité commerciale ou industrielle active dans son pays de domicile et que les activités qu'elles exercent dans ce pays soient significatives par rapport aux activités qu'elles exercent aux États-Unis.

Pas d'article sur la limitation des avantages de la convention fiscale

Ce critère exige généralement que l'entité réside dans un pays étranger ayant conclu une convention fiscale avec les États-Unis qui ne contient pas d'article LOB.

Décision discrétionnaire favorable d'une autorité compétente américaine

Ce critère exige que l'entreprise obtienne une décision favorable de l'autorité américaine compétente lui accordant des avantages en dépit du fait que l'entreprise n'ait pas satisfait à un critère de LOB spécifique et objectif prévu dans la convention applicable.

Autre

D'autres critères de LOB qui ne figurent pas dans la liste ci-dessus peuvent être appliqués dans ce cas. Identifiez le nom et l'article du critère.

Illustrated example – Switzerland (Cas concret – la Suisse)

Documents sur les conventions fiscales avec la Suisse publiés par l'IRSe
<https://www.irs.gov/businesses/international-businesses/united-states-income-tax-treaties-a-to-z>

An official website of the United States Government

IRS

Help | News | English | Charities & Nonprofits | Tax Pros

File | Pay | Refunds | Credits & Deductions | Forms & Instructions

Home / File / Businesses and Self-Employed / Corporations / United States Income Tax Treaties - A to Z

United States Income Tax Treaties - A to Z

Individuals

Businesses and Self-Employed

- Small Business and Self-Employed
- Large Business
- Corporations**
- e-file for Large Business and International (LB&I)
- Employer ID Numbers
- S Corporations
- Business Structures
- Partnerships Home
- LB&I Compliance Campaigns
- IDES Resources
- Ind. Director Guidance

The United States has tax treaties with a number of foreign countries. Under these treaties, residents (not necessarily citizens) of foreign countries are taxed at a reduced rate, or are exempt from U.S. taxes on certain items of income they receive from sources within the United States. These reduced rates and exemptions vary among countries and specific items of income. Under these same treaties, residents or citizens of the United States are taxed at a reduced rate, or are exempt from foreign taxes, on certain items of income they receive from sources within foreign countries. Most income tax treaties contain what is known as a "saving clause" which prevents a citizen or resident of the United States from using the provisions of a tax treaty in order to avoid taxation of U.S. source income.

If the treaty does not cover a particular kind of income, or if there is no treaty between your country and the United States, you must pay tax on the income in the same way and at the same rates shown in the instructions for the applicable U.S. tax return.

Many of the individual states of the United States tax income which is sourced in their states. Therefore, you should consult the tax authorities of the state from which you derive income to find out whether any state tax applies to any of your income. Some states of the United States do not honor the provisions of tax treaties.

This page provides links to tax treaties between the United States and particular countries. For further information on tax treaties refer also to the Treasury Department's [Tax Treaty Documents](#) page.

5

- [Slovak Republic](#)
- [Slovenia](#)
- [South Africa](#)
- [Spain](#)
- [Sri Lanka](#)
- [Sweden](#)
- [Switzerland](#)**

- [United States Income Tax Treaties - A to Z](#)
- [List of Approved KYC Rules](#)
- [International Business](#)

https://www.irs.gov/pub/irs-utl/Tax_Treaty_Table_4.pdf

Table 4. Limitation on Benefits

> The "Limitation on Benefits" article is an anti-treaty shopping provision intended to prevent residents of third countries from obtaining benefits under a treaty. Residents of a country whose income tax treaty with the United States contains a "Limitation on Benefits" article are eligible for benefits only if they satisfy one of the tests under the Limitation on Benefits article. Residents who are individuals of one of the Contracting States or political subdivisions thereof are generally not affected by the Limitation on Benefits article. Residents of a country whose income tax treaty with the United States does not contain a Limitation on Benefits article do not need to satisfy these additional tests.

> The treaty or protocol article describing each of these tests is identified below for the general convenience of taxpayers. However, you must check the text of the relevant LOB article to determine which tests are available under the treaty and the particular requirements of those tests to make a final determination that you meet an LOB test.

> LOB Test Category Codes used to identify these various tests are as follows:

- 01- Individual
- 02- Government – contracting state/political subdivision/local authority
- 03- Tax exempt pension trust/ Pension fund
- 04- Tax exempt/ Charitable organization
- 05- Publicly-traded corporation
- 06- Subsidiary of publicly-traded corporation
- 07- Company that meets the ownership and base erosion test
- 08- Company that meets the derivative benefits test
- 09- Company with an item of income that meets the active trade or business test
- 10- Discretionary determination
- 11- Other

Name	Code	Treaty Article Citation	Limitation on Benefits Tests (Safe Harbors) ²							Exceptions and Special Rates				
			Publicly Traded Companies ⁰⁵ or Subsidiary of Publicly Traded Companies ⁰⁶	Tax Exempt Organization and Pension Funds ^{03, 04}	Stock Ownership and Base Erosion Test ⁰⁷	Active Business ⁰⁹	Discretionary Determination ¹⁰	Derivative Benefits ⁰⁸			Other ¹¹	Triangular provision		
			Same Country ¹³	U.S. or Same Country ⁰⁸	Same Country ¹³	U.S. or same country ⁰⁹			Comp benefits ¹⁴	Comp Rates ¹⁵	Named benefits ¹⁶			
Switzerland	SZ	22		22(1)(c)	22(2)			22(1)(c)	22(6)			22(3)	22(1)(d), (f), (g)	22(4)

W-8BEN-E, Partie III – une possible demande de CDI

Part III Claim of Tax Treaty Benefits (if applicable). (For chapter 3 purposes only.)

14 I certify that (check all that apply):

a The beneficial owner is a resident of Switzerland within the meaning of the income tax treaty between the United States and that country.

b The beneficial owner derives the item (or items) of income for which the treaty benefits are claimed, and, if applicable, meets the requirements of the treaty provision dealing with limitation on benefits. The following are types of limitation on benefits provisions that may be included in an applicable tax treaty (check only one; see instructions):

<input type="checkbox"/> Government	<input type="checkbox"/> Company that meets the ownership and base erosion test
<input type="checkbox"/> Tax-exempt pension trust or pension fund	<input type="checkbox"/> Company that meets the derivative benefits test
<input type="checkbox"/> Other tax-exempt organization	<input checked="" type="checkbox"/> Company with an item of income that meets active trade or business test
<input type="checkbox"/> Publicly traded corporation	<input type="checkbox"/> Favorable discretionary determination by the U.S. competent authority received
<input type="checkbox"/> Subsidiary of a publicly traded corporation	<input type="checkbox"/> No LOB article in treaty
	<input type="checkbox"/> Other (specify Article and paragraph): _____

c The beneficial owner is claiming treaty benefits for U.S. source dividends received from a foreign corporation or interest from a U.S. trade or business of a foreign corporation and meets qualified resident status (see instructions).

15 **Special rates and conditions** (if applicable—see instructions):
 The beneficial owner is claiming the provisions of Article and paragraph _____ of the treaty identified on line 14a above to claim a _____ % rate of withholding on (specify type of income): _____
 Explain the additional conditions in the Article the beneficial owner meets to be eligible for the rate of withholding: _____

* Example



CREDIT SUISSE (Suisse) SA
 Case postale 100
 CH-8070 Zurich
[credit-suisse.com](https://www.credit-suisse.com)

Ce document a été élaboré par Credit Suisse Group AG et/ou entreprises liées. Il a été préparé uniquement à titre d'information et à l'usage de son destinataire. Cette Note ne constitue pas un conseil juridique, fiscale ou réglementaire et n'est pas conçue à cette fin. Les personnes souhaitant obtenir un conseil juridique, fiscal ou réglementaire en relation avec l'un des sujets abordés dans cette Note doivent le faire auprès de conseillers fiscaux et juridiques indépendants. Credit Suisse Group AG et/ou entreprises liées ne saurait garantir l'exactitude ou l'exhaustivité des informations fournies dans la présente Note et décline toute responsabilité en cas de perte, dépense ou dommage susceptible de découler de son utilisation. Cette Note a été préparée sur la base d'informations et de directives réglementaires disponibles à la date de la présente Note, et ces informations et/ou directives peuvent être modifiées à tout moment. Credit Suisse Group AG et/ou entreprises liées n'est en aucun cas tenu de mettre à jour ce document ou de vous informer des dernières évolutions relatives à la réglementation du Trésor américain. Credit Suisse Group AG et/ou entreprises liées n'émet aucune opinion quant à votre obligation de vous conformer à la réglementation du Trésor américain et à votre statut en vertu de ladite réglementation.
 Copyright © 2022 Credit Suisse Group AG et/ou ses filiales. Tous droits réservés.